

Ordonnance relative aux mesures du plan de relance pour contrer les effets du coronavirus relevant de la Direction de la formation et des affaires culturelles et de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport

du 24.11.2020 (version entrée en vigueur le 01.01.2024)

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19), en particulier l'article 11;

Vu l'ordonnance fédérale du 14 octobre 2020 sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19 (Ordonnance COVID-19 dans le domaine de la culture);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub), en particulier l'article 37;

Vu le décret du 13 octobre 2020 relatif au plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus dans le canton de Fribourg;

Vu les articles 7 al. 1 et 9 al. 2 de la loi du 16 juin 2010 sur le sport (LSport) et son règlement du 20 décembre 2011 (RSport);

Vu la loi du 14 février 2008 sur les bourses et prêts d'études (LBPE) et son règlement du 8 juillet 2008 (RBPE);

Considérant:

La présente ordonnance concrétise le décret du 13 octobre 2020 relatif au plan cantonal de relance à la suite des impacts de l'épidémie de coronavirus dans les domaines qui relèvent de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport. Elle fixe les objectifs, les critères et modalités d'octroi, le cercle des bénéficiaires ainsi que la procédure concernant les différentes aides et contributions financières, dans la mesure où ces derniers divergent de la législation ordinaire applicable. Dans le domaine de la culture, elle fait suite à l'ordonnance d'urgence du 14 avril 2020 d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture, afin de poursuivre le soutien aux entreprises culturelles et, par elles, les acteurs culturels, ces derniers continuant à subir des dommages en raison des mesures prises par la Confédération ou l'Etat. Le Conseil d'Etat s'appuie sur l'ordonnance fédérale du 14 oc-

tobre 2020 COVID-19 dans le domaine de la culture et adapte l'ordonnance cantonale en fonction de l'évolution régulière du droit fédéral. Sur cette base, l'Etat de Fribourg et la Confédération suisse, représentée par l'Office fédéral de la culture (OFC), ont signé plusieurs conventions de prestations successives.

Sur la proposition de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport,

Arrête:

1 Dispositions générales

Art. 1 Objet et but général

¹ La présente ordonnance fixe les objectifs, les critères et les modalités d'octroi, le cercle des bénéficiaires et la procédure des différentes mesures de soutien prévues par le décret relatif au plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus dans le canton de Fribourg (ci-après: le décret), dans les domaines relevant de la Direction de la formation et des affaires culturelles et de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport.

² Elle contient des dispositions qui complètent les législations applicables dans les différents domaines concernés par le décret et/ou qui y dérogent partiellement.

Art. 2 Principes généraux

¹ Les mesures prévues par la présente ordonnance complètent en partie les mesures prises par la Confédération, les communes et les tiers pour relancer et promouvoir les activités notamment sportives, culturelles et de formation, à la suite des effets sanitaires et économique du COVID-19 dans le canton de Fribourg.

² Il n'existe aucun droit à des prestations en vertu de la présente ordonnance.

2 Mesures dans le domaine de la protection des biens culturels

Art. 3 Buts et formes des mesures

¹ Le soutien destiné aux travaux d'entretien, de restauration et de conservation des bâtiments historiques de l'Abbaye d'Hauterive prend la forme de prêts conditionnellement remboursables et d'une aide financière unique.

² L'aide financière unique s'élève à 1'000'000 de francs et sert à recapitaliser la Fondation d'Hauterive afin qu'elle puisse continuer à pourvoir à son but, à savoir l'entretien des bâtiments claustraux.

³ Les prêts conditionnellement remboursables sont destinés aux projets de restauration et de conservation des bâtiments historiques de l'Abbaye d'Hauterive, notamment l'Eglise abbatiale, l'Ancien Moulin et la Ferme de la Souche. Ils ne peuvent pas dépasser le montant global de 5'000'000 de francs.

Art. 4 Dépenses reconnues

¹ Pour l'octroi de prêts conditionnellement remboursables, seuls sont reconnus les coûts directement affectés aux travaux de restauration et de conservation définis à l'article 3 al. 3. Ne sont notamment pas pris en charge:

- a) les travaux liés aux parties sans valeur patrimoniale ou historique et ne contribuant pas à la mise en valeur des éléments protégés;
- b) l'achat de mobilier ou d'équipements;
- c) les aménagements routiers, les places de parc, les taxes et émoluments et les intérêts intercalaires;
- d) les dépenses de fonctionnement des bâtiments.

Art. 5 Devoirs de la bénéficiaire

¹ La Fondation d'Hauterive doit respecter les directives du Service des biens culturels relatives à l'exécution des travaux.

² Elle ne peut procéder à des modifications du projet et de l'état des immeubles soutenus sans l'accord de la Commission des biens culturels.

³ Elle doit garantir l'accessibilité réglementée du public aux jardins et aux bâtiments historiques de l'Abbaye d'Hauterive, à l'exception des espaces en clôture, exclusivement utilisés par la Communauté cistercienne.

Art. 6 Demande et analyse des projets

¹ Les demandes de prêt doivent être adressées au Service des biens culturels, accompagnées des plans complets du projet, de l'éventuel permis de construire ainsi que d'un devis détaillé des travaux, avant le 30 juin 2022.

² La bénéficiaire a l'obligation de fournir, sur demande, tous les autres renseignements et toutes les pièces justificatives nécessaires à l'examen de la demande.

³ Le Service des biens culturels est compétent pour l'analyse du projet et transmet son rapport à la Commission des biens culturels.

Art. 7 Autorité de décision

¹ Le Conseil d'Etat décide, sur le préavis de la Commission des biens culturels, de l'octroi et du montant de prêts conditionnellement remboursables ainsi que de leur éventuelle restitution (art. 9).

Art. 8 Versements

¹ L'aide financière unique est versée à la Fondation d'Hauterive avec valeur au 1^{er} janvier 2021.

² Sur demande de la bénéficiaire, des acomptes sur un prêt octroyé peuvent lui être versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

³ Le prêt, déduction faite des éventuels acomptes, est versé sur présentation du décompte final des travaux, qui doit être transmis au Service des biens culturels, accompagné des documents attestant la conformité de l'ouvrage avec le projet approuvé, dans un délai de six mois après la fin des travaux.

Art. 9 Restitution du prêt

¹ Le prêt doit être restitué partiellement ou intégralement si la Fondation d'Hauterive viole les devoirs fixés par l'article 5.

Art. 10 Financement

¹ L'aide financière unique et les prêts conditionnellement remboursables sont financés par le fonds de relance, dans les limites du montant de 6'000'000 de francs prévu par le décret pour le domaine de la protection des biens culturels.

3 ...

Art. 11 ...

Art. 12 ...

Art. 13 ...

Art. 14 ...

Art. 15 ...

Art. 16 ...

4 ...

Art. 17 ...

Art. 18 ...

Art. 19 ...

Art. 20 ...

Art. 21 ...

Art. 22 ...

Art. 22a ...

Art. 22b ...

Art. 23 ...

5 ...

Art. 24 ...

Art. 25 ...

Art. 26 ...

Art. 27 ...

Art. 28 ...

Art. 29 ...

Art. 30 ...

Art. 31 ...

Art. 32 ...

Art. 33 ...

Art. 34 ...

6 Dispositions finales

Art. 35 Traitement et transmission des données

¹ L'autorité compétente peut exiger des requérants qu'ils l'autorisent à échanger toutes les informations contenues dans leurs demandes d'aides financières avec d'autres autorités publiques (fédérales, cantonales et communales), ainsi qu'avec les banques et assurances privées, qu'ils délient de leur secret de fonction, bancaire et fiscal, en relation avec le traitement de ces données.

Art. 36 Restitution de l'indu

¹ En cas de versement d'un montant indu sur la base de fausses déclarations, l'Etat peut en exiger la restitution.

² Une poursuite pénale est réservée.

Art. 37 Voies de droit

¹ Les décisions rendues par le Service du sport et le Service de la culture en application de la présente ordonnance peuvent faire l'objet d'une réclamation, dans les trente jours, auprès de la Direction compétente.

² Les décisions rendues dans le domaine des bourses sont sujettes à réclamation auprès de la Commission des subsides de formation.

³ Les décisions rendues sur réclamation ainsi que celles qui sont prises par la Direction compétente ou le Conseil d'Etat sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 38 Durée de validité

¹ La présente ordonnance reste en vigueur aussi longtemps que des mesures d'exécution sont nécessaires à sa mise en œuvre.

² Le Conseil d'Etat procède à son abrogation formelle dès que cette mise en œuvre est achevée.

Tableau des modifications – Par date d'adoption

Adoption	Élément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
24.11.2020	Acte	acte de base	01.11.2020	2020_159
26.01.2021	Art. 17 al. 1	modifié	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 20 al. 1	modifié	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 21	titre modifié	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 21 al. 3	introduit	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 22 al. 2	abrogé	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 22a	introduit	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 22b	introduit	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 23 al. 1	modifié	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 23 al. 1, a)	introduit	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 23 al. 1, b)	introduit	26.01.2021	2021_009
26.01.2021	Art. 23 al. 2	modifié	26.01.2021	2021_009
28.06.2021	Art. 25 al. 4	modifié	01.07.2021	2021_083
17.08.2021	Art. 23 al. 1, a)	modifié	17.08.2021	2021_091
17.08.2021	Art. 23 al. 2	modifié	17.08.2021	2021_091
08.02.2022	Titre de l'acte	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Préambule	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 1 al. 1	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 14 al. 1, d)	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 19 al. 4	introduit	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 20 al. 2	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22 al. 1, b)	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22a al. 2	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22b al. 1	abrogé	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22b al. 2	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22b al. 2 ^{bis}	introduit	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22b al. 2 ^{ter}	introduit	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 22b al. 3	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 23 al. 1	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 23 al. 1, a)	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 23 al. 1, a ^{bis})	introduit	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 23 al. 1, b)	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 23 al. 1, c)	introduit	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 23 al. 2	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 33 al. 1, b)	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 37 al. 1	modifié	01.01.2022	2022_016
08.02.2022	Art. 37 al. 3	modifié	01.01.2022	2022_016
05.12.2023	Section 3	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 11	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 12	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 13	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 14	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 15	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 16	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Section 4	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 17	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 18	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 19	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 20	abrogé	01.01.2024	2023_116

Adoption	Élément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
05.12.2023	Art. 21	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 22	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 22a	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 22b	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 23	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Section 5	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 24	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 25	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 26	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 27	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 28	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 29	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 30	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 31	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 32	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 33	abrogé	01.01.2024	2023_116
05.12.2023	Art. 34	abrogé	01.01.2024	2023_116

Tableau des modifications – Par article

Élément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Acte	acte de base	24.11.2020	01.11.2020	2020_159
Titre de l'acte	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Préambule	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 1 al. 1	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Section 3	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 11	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 12	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 13	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 14	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 14 al. 1, d)	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 15	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 16	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Section 4	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 17	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 17 al. 1	modifié	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 18	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 19	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 19 al. 4	introduit	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 20	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 20 al. 1	modifié	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 20 al. 2	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 21	titre modifié	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 21	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 21 al. 3	introduit	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 22	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 22 al. 1, b)	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016

Élément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Art. 22 al. 2	abrogé	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 22a	introduit	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 22a	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 22a al. 2	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 22b	introduit	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 22b	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 22b al. 1	abrogé	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 22b al. 2	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 22b al. 2 ^{bis}	introduit	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 22b al. 2 ^{er}	introduit	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 22b al. 3	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 23	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 23 al. 1	modifié	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 23 al. 1	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 23 al. 1, a)	introduit	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 23 al. 1, a)	modifié	17.08.2021	17.08.2021	2021_091
Art. 23 al. 1, a)	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 23 al. 1, a ^{bis})	introduit	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 23 al. 1, b)	introduit	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 23 al. 1, b)	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 23 al. 1, c)	introduit	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 23 al. 2	modifié	26.01.2021	26.01.2021	2021_009
Art. 23 al. 2	modifié	17.08.2021	17.08.2021	2021_091
Art. 23 al. 2	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Section 5	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 24	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 25	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 25 al. 4	modifié	28.06.2021	01.07.2021	2021_083
Art. 26	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 27	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 28	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 29	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 30	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 31	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 32	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 33	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 33 al. 1, b)	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 34	abrogé	05.12.2023	01.01.2024	2023_116
Art. 37 al. 1	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016
Art. 37 al. 3	modifié	08.02.2022	01.01.2022	2022_016